

Bien sûr, justice doit être rendue ! Bien sûr, on doit empêcher une personne de nuire à d'autres personnes. Mais comment ? En l'enfermant définitivement ? En réclamant la peine de mort, pour répondre à la vindicte populaire ? La société ne manifeste-t-elle pas des attentes démesurées ? Est-il souhaitable que la psychiatrie soit garante de l'ordre public ? Que le psychiatre traque la « potentialité » dangereuse ?

La société doit se poser les bonnes questions sur l'internement

Le triste reflet de la société

Pourquoi encore toutes ces prisons psychiatriques en Belgique ? Quelle est la place en détention de cette personne qui souffre de troubles mentaux ? Y a-t-il d'ailleurs un sens à sa présence en prison ? Quelle signification la peine peut-elle avoir pour celui dont la raison est altérée par des troubles psychiatriques ? Les établissements pénitentiaires et les établissements de défense sociale sont-ils réellement des lieux de soins ? Pourquoi tant de difficultés pour appliquer la politique de réinsertion ? Comment peut-on croire, à notre époque, qu'enfermer une personne en détresse et de la laisser seule face à sa tristesse et ses angoisses, pour une durée indéterminée, pourra améliorer son bien-être et faire partie intégrante du processus thérapeutique ? Nous ne comprenons pas... et sommes choqués et révoltés par tant de maltraitance psychologique... Contrairement aux idées reçues, la maladie de beaucoup de patients de défense sociale évolue. Au fil du

temps, le danger qu'ils représentaient pour eux-mêmes ou pour autrui s'atténue ou disparaît. Par conséquent, ces patients, qui n'ont désormais plus de motifs de séjourner dans des unités *high risk* souvent éloignées de leur domicile et devenue inappropriées, doivent retourner dans l'établissement de soins d'origine, après déci-

sion et proposition de la commission de défense sociale en ce sens. Mais, une fois la décision prise, les malades ne peuvent bien souvent sortir immédiatement, parce qu'aucune solution d'accueil ne peut être mise en œuvre. Contrairement aux engagements pris, les établissements d'origine répuignent à voir revenir un patient qui a pu perturber le service. Ou, si un nouvel établissement doit l'accueillir, sa détermination peut être difficile. De manière générale, l'estampille « défense sociale » suscite des craintes, alors même que les psychiatres et la commission de suivi ont certifié que l'état du malade ne justifiait plus son maintien dans l'unité. De telles situations maintiennent les malades dans un cadre et des contraintes qui ne leur sont plus nécessaires.

Ne retrouve-t-on pas ici finalement le triste reflet de notre société individualiste, dirigée par l'argent et qui refuse, craint et cherche à anéantir la différence, quelle qu'elle soit ?

Nous ferions peut-être mieux d'intégrer nos malades mentaux au lieu de les enfermer. Un peu d'amour, d'écoute, d'ouverture d'esprit et de respect permettent souvent de découvrir, derrière leur étiquette de malades, des personnalités particulièrement attachantes et intéressantes. Nous avons tous à apprendre d'eux.

Sans une prise en charge adéquate, les internés sont condamnés à coup sûr à la perpétuité.

Certaines personnes, peut-être différentes (mais on l'est tous...), nous ont bluffés par leur sensibilité, leur clairvoyance. Et rien ne justifie la privation de liberté et de droits fondamentaux dont ils sont victimes. Que certains aient besoin d'un encadrement, cela ne fait aucun doute. Mais de ces hôpitaux-prisons, certainement pas. En revanche, notre devoir, en tant que témoins, est d'informer ceux qui ne le savent pas encore que les méthodes des hôpitaux psychiatriques ne sont pas adéquates, qu'elles génèrent bien plus de séquelles et de souffrances que de guérisons, et que tout ce système devrait être repensé de toute urgence.

Quelle place notre société est-elle disposée à accorder aux personnes souffrant de problèmes mentaux ? A ces personnes qui, trop souvent encore, sont discriminées et reléguées derrière les portes fermées des hôpitaux psychiatriques ? □

Tout Autre Chose : un essor qui en dit long

L'engouement citoyen en faveur de Tout Autre Chose prouve que ce mouvement répond à une attente forte. Il montre aussi que nos vies sont tout autre chose qu'une résignation perpétuelle.

Guéric Bosmans (CSCE)

Tout Autre Chose s'est lancé début décembre 2014, avec la publication d'un appel (1), qui a très rapidement rassemblé près de 10.000 signatures. Cet appel s'est, depuis, enrichi de dix balises qui précisent les grandes lignes du modèle de société que Tout Autre Chose appelle de ses vœux.

Pourquoi lancer un mouvement tel que celui-là, et pourquoi à ce moment ? Fin 2014, la résistance à la



⇒ politique antisociale des différents gouvernements menée par le front commun syndical est à son comble. 120.000 personnes dans les rues de Bruxelles le 6 novembre, journée de grèves provinciales et enfin grève générale nationale le 15 décembre. La Belgique n'a plus connu un tel mouvement social depuis des décennies. L'opposition aux mesures gouvernementales dépasse les seules organisations syndicales, et est partagée par une grande partie de la population. Plusieurs acteurs du monde associatif francophone et des citoyens réfléchissent au lancement d'une initiative semblable à Hart Boven Hard. Objectifs : fédérer les oppositions aux politiques d'austérité, mettre en mouvement et repolitiser des citoyens parfois éloignés de l'action collective, mettre en avant les alternatives à la pensée unique selon laquelle l'austérité serait inélectable.

Succès rapide

Jusqu'ici, l'appel de Tout Autre Chose a rassemblé plus de 12.510 signataires individuels et 158 collectifs. Des groupes locaux se sont créés à Liège, Namur, Charleroi, Tournai, Saint-Gilles, Watermael-Boitsfort,... Des groupes thématiques ont été lancés également : une Tout Autre Ecole ou une Toute Autre Economie. Plusieurs actions ont été menées : début janvier 2015, avec Hart Boven Hard et Acteurs des Temps Présents, autour des exclusions du chômage ; en février, contre le black-out culturel lors de la cérémonie des Magritte du cinéma ; en avril, dans le cadre du

Tout Autre Chose prouve que la résistance et l'alternative aux politiques antisociales sont possibles.

contre-sommet TTIP. Une assemblée générale participative a réuni plus de 400 personnes, le 7 mars, à Namur. Mais l'action la plus importante fut sans conteste la Grande Parade du 29 mars, organisée conjointement par Hart Boven Hard et Tout Autre Chose, et qui a rassemblé 20.000 personnes dans la rue un dimanche froid, venteux et pluvieux. Avec une telle météo et un temps de préparation et de mobilisation très réduit, c'était inespéré ! (2)

Le succès rapide de Tout Autre Chose, en à peine quelques mois d'existence, montre clairement que ce mouvement répond à une attente forte. Et, notamment, à l'égard de personnes qui ne se retrouvent pas (ou plus ?) dans les structures syndi-

cales et partisans classiques. TAC a donc réussi à mettre en mouvement des personnes qui n'étaient pas (ou plus) dans l'action collective. TAC a également commencé à mettre en réseau et dans l'action commune des organisations qui n'avaient pas l'habitude de travailler ensemble. L'objectif de Tout Autre Chose et de Hart Boven Hard peut se résumer en trois mots : relier, approfondir, élargir. C'est pourquoi TAC ne doit pas être vu comme concurrent de ce qui existe déjà. Une autre raison du succès de Tout Autre Chose se trouve probablement dans le fait que la Grande Parade, par exemple, n'était pas une mobilisation classique et encadrée par une communication bien rodée. La volonté était au contraire d'encourager tous les participants à se réapproprier le message de Tout Autre Chose.

C'est probablement là que réside, en grande partie, le succès de TAC par rapport aux mouvements « classiques » : il accueille tous ceux qui se retrouvent de près ou de loin dans les textes fondateurs ; chacun a quelque chose à apporter au mouvement, lequel laisse à chacun la possibilité de participer, sur la base des revendications qui lui tiennent à cœur.

Nul ne peut prédire maintenant de quoi sera fait le futur de Tout Autre Chose, qui reste un Omni (objet militant non-identifié). La volonté est clairement de continuer à structurer à développer le mouvement, notamment au travers des groupes locaux. De continuer à rassembler les citoyens et les associations dans des mobilisations originales. Et de mettre en avant les multiples résistances et alternatives aux politiques antisociales imposées par les puissants, afin de faire de nos vies tout autre chose qu'une résignation perpétuelle.

Tous les détails, infos, photos sur les actions, projets, futurs ou à venir de Tout Autre Chose se trouvent sur www.toutautrechose.be □



(1) Voir Ensemble ! n°85, décembre 2014.